

- ÉDITO 1
- ACTION 2
- L'INVITÉ 3
- BRÈVES 4

newsLETTER

LETTRE D'INFORMATION N°2 | JANVIER 2012



ACP/EU MICROFINANCE

Un programme financé par
l'Union Européenne
et géré par
le Secrétariat ACP



ÉDITO

La rivière Microfinance

La microfinance est comme une rivière : en suivant son cours, elle est source de vie pour toutes les communautés dont elle croise le chemin. Mais si elle sort de son lit, elle peut ne laisser que destruction et dévastation dans son sillage.

L'année dernière, les institutions de microfinance touchaient 137,5 millions des familles les plus pauvres du monde, selon les rapports soumis à la Campagne du Sommet du Microcrédit. Le nombre de clients de la microfinance n'a cessé de croître depuis 1997. A l'époque, et selon les informations fournies par les IMF, la microfinance touchait 7,6 millions des plus pauvres. Ainsi, ce qui avait démarré comme un petit cours d'eau est maintenant une imposante rivière.

Et pourtant, nous avons vu la rivière déborder plus d'une fois. Les marchés en Bosnie, au Pakistan et au Maroc ont expérimenté une crise des remboursements, alimentée par une croissance rapide des IMF, la saturation du marché et l'érosion de la discipline de prêt. L'année dernière, la surabondance de prêts et les méthodes agressives de recouvrement en Andhra Pradesh ont conduit à des contrôles stricts des autorités locales, qui ont pratiquement fermé le marché local, supprimant une source de financement pour près de 6 millions de familles.

Une rivière forte a besoin de berges solides, qui contrôlent la force de son courant. Au Sommet du Microcrédit, nous partageons les préoccupations d'ACP/EU MICROFINANCE. Nous avons rejoint les principes de protection des clients de la Smart Campaign, travaillons avec le SPTF (Social Performance Task Force) pour développer les standards de la performance sociale et avec le Label d'excellence pour la microfinance en faveur de la réduction de la pauvreté et de la transformation des vies. En travaillant ensemble sur ces sujets, nous pouvons construire des berges solides à la rivière Microfinance et utiliser son pouvoir pour aider des millions de familles à se sortir de la pauvreté.

Larry Reed
Directeur, Sommet du Microcrédit

Éducation financière dans le Pacifique



ACP/EU MICROFINANCE et PFIP* : intégrer l'éducation financière aux programmes scolaires fidjiens

Le Pacifique, l'une des régions les moins bancarisées du monde, est en train de se placer à l'avant-garde de l'éducation financière, en particulier auprès des plus jeunes : en 2009, au Forum des Îles du Pacifique, le Forum éducation et le Forum des ministres de l'économie se sont mis d'accord pour apporter une éducation financière à tous les enfants d'ici à 2020.

«Le bien-être des foyers ruraux peut être significativement amélioré si l'un de ses membres bénéficie d'une formation à la finance et dispose d'un compte épargne» explique une étude sur la Capacité financière, les compétences financières et le bien-être des foyers ruraux fidjiens, conduite par PFIP en 2009. Dans le cadre de son travail sur le sujet et en partenariat avec le Ministère de l'éducation fidjien, PFIP gère le projet Développement du programme d'éducation financière (FinED) de Fidji, afin d'inclure l'éducation financière aux programmes scolaires à la rentrée 2013.

FinED Fidji apportera la connaissance, la capacité et l'assurance nécessaires à la gestion de l'argent aux enfants fidjiens, en incluant directement l'éducation financière aux programmes scolaires : maths, anglais, sciences sociales dans le primaire, commerce, maths, anglais, comptabilité et économie dans le secondaire. La réussite de FinED Fidji tient à la forte implication du Ministère de l'éducation, des professeurs partenaires et des écoles participantes à travers le pays, ainsi qu'au soutien financier du Programme australien d'aide bilatérale à Fidji.

FinED Fidji a été lancé en janvier 2011. A ce jour, la phase d'installation est achevée, le développement de matériels pédagogiques a démarré. La sélection et la formation des professeurs partenaires a également eu lieu ; la planification des tests dans les écoles et de la formation des professeurs est en cours. En novembre 2011, des professeurs d'écoles primaires et secondaires, des représentants du Ministère de l'éducation et l'équipe du Ministère en charge des programmes ont participé à 2 ateliers de 4 jours à Suva, pour se former aux méthodes pédagogiques innovantes qui permettront aux élèves de savoir gérer leur argent et leurs investissements.

Ainsi, pendant leur scolarité, les enfants apprendront progressivement ce qu'est l'argent, comment en mettre de côté, budgéter et dépenser sagement, générer et gérer ses revenus et son patrimoine, planifier le futur, gérer les risques financiers, etc. À partir de 2013, 197 000 enfants (dont 40% de filles), répartis sur 910 écoles (735 primaires, 175 secondaires) bénéficieront d'une éducation financière, année après année.

* PFIP (Pacific Financial Inclusion Programme) est un programme lancé en 2008 pour apporter des services financiers durables aux foyers à faibles revenus. Il est financé par le PNUD FENU, AusAid et l'Union Européenne (à travers ACP/EU MICROFINANCE).

République Dominicaine

INSTITUTIONS RÉGLEMENTÉES

- 3 banques de microfinance (crédit, épargne, assurance, transferts)
- 10 ONG (crédit aux microentreprises et aux particuliers)
- Réseau d'IMF locales : REDOMIF

PORTÉE

- 3,5% de la population : plus de 360 000 clients pour 10 millions d'habitants
- Portefeuille : 450 millions EUR

CADRE RÉGLEMENTAIRE

- Loi sur les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) de 2008
- PROMIPYME, institution publique de promotion des MPME

DÉFIS PRINCIPAUX

- Seule 1 MPME sur 10 a accès à des services financiers formels
- De nombreuses catégories de la population (zones rurales, éloignées) demeurent non servies
- Peu de programmes d'éducation financière.

Sources : Microfinance Gateway, MIX Market

EN UN CHIFFRE

2012

« Les coopératives, les entreprises d'un monde meilleur ». C'est avec ce slogan que les Nations Unies ont déclaré 2012 « Année internationale des coopératives », mettant en avant la contribution des coopératives au développement socio-économique, et en particulier leur impact sur la pauvreté, la création d'emploi et l'intégration sociale.

Nous vous souhaitons à tous une merveilleuse année 2012 !

L'INVITÉ

Jasson Bennet Bagonza, Ministère des finances de Tanzanie

Jasson Bennet Bagonza travaille au Ministère des finances et de l'économie de Tanzanie depuis 2000. Chargé du planning senior, Économiste senior puis Économiste en chef, il est aujourd'hui Économiste en chef de la section Développement du secteur financier du département d'Analyse des politiques financières. C'est à ce titre qu'ACP/EU MICROFINANCE lui a octroyé une bourse de formation en microfinance Boulder* en juillet 2011.

En 2010, La microfinance tanzanienne est relativement jeune (milieu des années 1990) et la Politique Nationale de Microfinance n'a été mise en place qu'en 2001. À quoi ressemblait le secteur financier jusqu'alors ?

J.J.B. - Avant 2001, le secteur financier en Tanzanie ne servait que des zones urbaines et ne s'adressait qu'aux segments de clientèle apportant des garanties. L'infrastructure financière ne soutenait pas la croissance de la microfinance, aucune stratégie d'éducation financière n'était en place et les mécanismes de protection des clients étaient absents.

Cette situation a-t-elle conduit à l'émergence d'une microfinance moderne, dynamique et innovante à partir de 2001 ?

L'émergence tardive de la microfinance a retardé le développement du secteur financier, ralenti le climat des affaires et contribué à la pauvreté de la population. D'un autre côté, son développement récent permet d'intégrer immédiatement les dernières évolutions.

Quels ont été les changements majeurs dans la microfinance tanzanienne ?

L'amélioration tangible a été l'augmentation du nombre de prestataires et de clients des services financiers. Les coopératives d'épargne et de crédit et les possibilités de banque mobile se multiplient.

Une Stratégie pour les services financiers ruraux a été adoptée et la Politique de microfinance a été revue afin de répondre aux besoins de la société moderne tanzanienne.

Ces évolutions du sous-secteur de la microfinance sont la conséquence de l'entrée de la Tanzanie dans la seconde génération de réformes du secteur financier, mais aussi de la création, au Ministère des finances, de la section Développement du secteur financier du département d'Analyse des politiques financières. Enfin, la formation de l'Association des Institutions de Microfinance Tanzaniennes (TAMFI) est un signe du dynamisme du secteur.

Vos responsabilités incluent la promotion et le contrôle de la microfinance en Tanzanie. Quels sont les projets principaux / réalisations récentes dans ce domaine ?

Deux projets sont actuellement en cours : le Programme pour les Services financiers ruraux, cofinancé par le FIDA (agence de l'ONU) est en cours dans sept régions (21 districts) et joue un rôle prédominant dans la promotion de la microfinance en Tanzanie ; le Programme de microcrédit au logement, mis en place avec la Banque Mondiale, a à ce jour permis de sensibiliser les populations des zones rurales aux services financiers et d'apporter des compétences entrepreneuriales aux porteurs de projets. Enfin, l'infrastructure de services financiers croît de façon exponentielle.

Quels sont les axes de travail prioritaires qui permettront d'atteindre l'inclusion financière dans votre pays ?

La priorité en Tanzanie est l'application totale de la Stratégie pour les Services Financiers Ruraux (SSFR) récemment adoptée.



FOCUS

Stratégie pour les Services Financiers Ruraux en Tanzanie

La SSFR a pour objectif d'élargir et de approfondir les services financiers en Tanzanie. Ses composantes clés sont :

- la création d'un environnement encourageant les marchés financiers à inclure davantage de fournisseurs et utilisateurs potentiels de services financiers,
- demande : améliorer les services financiers par le biais d'éducation financière et de services de développement des entreprises,
- offre : renforcement des capacités, dissémination des meilleures pratiques, soutien à l'innovation de produits, etc.

* Chaque année, dans le cadre de son partenariat avec le Centre International de Formation du Bureau International du Travail (CIF OIT), ACP/EU MICROFINANCE offre des bourses de formation en microfinance Boulder à des décideurs de politiques de microfinance de pays ACP.

BRÈVES

28 propositions en cours d'évaluation

ACP/EU MICROFINANCE a franchi une nouvelle étape de son appel à propositions: 28 demandes complètes de subvention ont été enregistrées et sont actuellement en cours d'évaluation. La notification de l'attribution des subventions est prévue pour début février 2012.

Sur les 28 candidats, 17 sont originaires de l'Union européenne et 11 de pays ACP. www.euacpmicrofinance.org

Assistance technique au Cameroun, Kenya, Tanzanie et Ghana

La facilité d'assistance technique de REGMIFA (fonds d'investissement en micro-finance pour l'Afrique Sub-Saharienne) a approuvé neuf missions. Les IMF qui bénéficieront de cette assistance technique sont Advans Cameroun, FASL (First Allied Savings and Loans, Ghana), Faulu Kenya, Finca Tanzania, Finca Uganda, Finca Zambia, Finadev Bénin, SAT (Sinapi Aba Trust, Ghana) et Vital Finance Bénin. www.regmifa.com

Les états membres du Groupe ACP



Afrique du Sud - Angola - Antigua et la Barbade - Belize - Cap Vert - Comores - Bahamas - Barbades - Bénin - Botswana - Burkina Faso - Burundi - Cameroun - Congo (Brazzaville) - Congo (Kinshasa) - Côte d'Ivoire - Cuba - Djibouti - Dominique - République Dominicaine - Erithrée - Ethiopie - Fidji - Gabon - Gambie - Ghana - Grenade - Guinée Bissau - Guinée équatoriale - Guyane - Haïti - Îles Cook - Îles Marshall - Îles Salomon - Jamaïque - Kenya - Kiribati - Lésoto - Liberia - Madagascar - Malawi - Mali - Mauritanie - Maurice - Micronésie - Mozambique - Namibie - Nauru - Niger - Nigéria - Niue - Ouganda - Palau - Papouasie Nouvelle Guinée - République Centrafricaine - République de Guinée - Rwanda - St. Kitts et Nevis - St. Lucie - St. Vincent et les Grenadines - Samoa - Sao Tome et Principe - Sénégal - Seychelles - Sierra Leone - Somalie - Soudan - Suriname - Swaziland - Tanzanie - Tchad - Timor Est - Togo - Tonga - Trinidad and Tobago - Tuvalu - Vanuatu - Zambia - Zimbabwe.

ACP/EU MICROFINANCE est un programme du Secrétariat ACP financé par l'Union européenne à travers le 10^{ème} FED et mis en œuvre par l'Unité de Gestion du Programme. Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union européenne. Les vues exprimées ici ne peuvent en aucun cas être considérées comme reflétant l'opinion officielle de l'Union européenne, ni celle du Secrétariat ACP. Pour tous commentaires, abonnement ou désabonnement : info@euacpmicrofinance.org.



SECRÉTARIAT ACP

Le Secrétariat ACP est responsable de la gestion administrative des 79 pays du Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Le Secrétariat ACP gère le programme ACP/EU MICROFINANCE.



COMMISSION EUROPÉENNE

La Commission Européenne (CE) est l'organe exécutif de l'Union Européenne. Son principal outil de financement de l'aide au développement dans les pays ACP est le Fond Européen de Développement (FED). ACP/EU MICROFINANCE est financé par le 10^{ème} FED.

UNITÉ DE GESTION DE PROJET D'ACP/EU MICROFINANCE

Rue de la Presse, 4
Bruxelles 1000 - Belgique
t. +32 2 227 27 15 - f +32 2 218 31 41
info@euacpmicrofinance.org
www.euacpmicrofinance.org

PARTENAIRES D'ACP/EU MICROFINANCE

- | | |
|--|--|
| · CGAP
Efficacité et transparence des marchés locaux | · PNUD FENU
PFIP dans le Pacifique |
| · CIF OIT
Programmes de formation Boulder et Assurer la Fonctionnement de la Microfinance (AFM) | · BID
Carib-Cap dans les Caraïbes |
| | · KfW
Assistance technique de REGMIFA, Afrique Sub-Saharienne |